Agir pour nos conditions de travail avec SUD éducation!

En 2016, une enquête de la Depp, le service statistique du ministère, montrait que l'indice d'exposition aux risques psychosociaux était significativement plus élevé chez les personnels de l'Éducation nationale que dans le reste de la population. Les risques psychosociaux désignent "les risques pour la santé mentale, physique et sociale, engendrés par les conditions d'emploi et les facteurs organisationnels et relationnels susceptibles d'interagir avec le fonctionnement mental". Depuis 2016, rien n'a été fait pour protéger la santé des personnels. Au contraire, les suppressions de postes et les contre-réformes imposées par Blanquer ont désorganisé et dégradé le service public d'éducation.

Les principaux facteurs de risques psycho-sociaux dans l'Éducation nationale

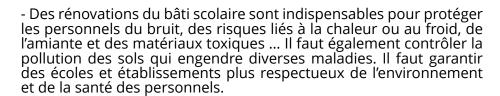




🜛 Le bâti scolaire

L'environnement a un impact direct sur la santé des personnels. Les personnels de l'Éducation nationale sont surexposé·es au bruit. Le bruit empêche de se concentrer et de se reposer. Les établissements scolaires manquent d'espace de pause pour les adultes leur permettant de véritables moments de calme, de même les salles ne sont pas suffisamment insonorisées. Outre le bruit permanent, il faut également dénoncer l'isolation insuffisante et le délabrement d'une partie du bâti scolaire.

Revendiquons





Le manque de personnels et une quantité de travail qui explose!

Les personnels, et surtout les professeur·es des écoles, sont confronté·es à une multitude de tâches annexes à l'enseignement : des tâches administratives, la participation à des réunions hors de leur temps de service, les injonctions et les demandes permanentes de la hiérarchie... Le manque voire l'absence de personnels AESH, médico-sociaux, conduit les enseignant·es à prendre en charge un accompagnement des élèves au-delà de leurs compétences. Les enseignant·es du premier degré dénoncent ainsi une quantité excessive de travail.

Revendiquons



- Des postes : d'enseignant·es, d'agent·es, en Vie scolaire, médicosociaux, d'AESH...
- Le respect de notre temps de service hebdomadaire.

-

Une médecine du travail inexistante

Avec 86 médecins du travail pour 1 million 131 000 agent·es, il n'y a aucun suivi médical des personnels. Pourtant l'administration a l'obligation de protéger la santé et la sécurité des agent·es.

Revendiquons

- Notre visite médicale de prévention pour contraindre l'administration à garantir une véritable médecine du travail! Contactez le syndicat SUD éducation de votre département pour être accompagnée dans vos démarches.

L'action collective pour sortir de l'isolement

Ne subissons pas les dégradations de nos conditions de travail. L'organisation du travail, la politique éducative du Ministre et le manque de moyens sont pathogènes. Le syndicat nous fournit des outils pour agir au quotidien! Construisons des mobilisations pour de meilleures conditions de travail, de meilleures salaires!

Le 5 octobre, on rejoint le mouvement de grève interprofessionnelle!

L'intersyndicale CGT, FO, FSU et Solidaires, ainsi que les organisations de jeunesse, appellent à la grève interprofessionnelle le mardi 5 octobre. Les raisons de se mobiliser sont nombreuses.



Le gouvernement n'a pas tiré les leçons de l'échec des politiques néolibérales qui saccagent nos services publics, l'emploi, la sécurité sociale :

- rien pour les salaires, rien pour les faibles revenus, aucune revalorisation sérieuse des salaires des secteurs les plus féminisés et les plus précaires.
- relance de la réforme de l'assurance chômage qui va baisser les indemnités de centaines de milliers de privé es d'emplois.
- une énième réforme des retraites s'annonce, qui ne vise qu'à nous faire travailler plus longtemps et baisser les pensions.

On veut un "quoi qu'il en coûte» social et écologique

Il est temps d'imposer des mesures fortes pour la justice sociale et la justice écologique : la hausse des salaires, le partage et la baisse du temps de travail, s'avèrent centrales pour une autre répartition des richesses. Pendant ce temps, le capitalisme nie les évidences scientifiques et nous entraîne dans le mur. La transition écologique est une urgence absolue. Il faut changer nos modes de production et de consommation, ce qui passe par la relocalisation de l'emploi. Il faut un nouveau statut pour les salarié·e·s garantissant la continuité des revenus et de protection sociale. Il n'y aura pas d'emplois sur une planète morte!

Face à l'urgence sociale et écologique,

passons à l'action le 5 octobre!

Pour faire entendre votre voix, pour défendre vos droits :

- adhérez à SUD éduation : www.sudeducation.org,
- contactez le syndicat SUD éducation de votre département.

Ensemble, on est plus fort·e!

